

MARK DANNER

Le sens d'une victoire

Transportée au milieu d'un océan d'acclamations, dans le camp de réfugiés de Stankovic, Madeleine Albright pouvait à peine contenir sa joie. « Nous avons remporté la victoire, lança-t-elle triomphalement à la foule exultante, et Milosevic a perdu ! ». Pendant qu'elle parlait, Slovdan Milosevic donnait des ordres à Belgrade ; des troupes russes, joyeuse connivence, entraient à Pristina, embarrassant leurs soi-disant alliés de l'OTAN. Et plus de 850 000 Kosovars albanais languissaient dans leurs villages de toile, en Albanie, Macédoine et Monténégro. « Nous avons fait cette guerre pour que les réfugiés puissent rentrer chez eux », continuait Mme Albright, montrant ainsi un plus grand sens du théâtre que de la logique : deux mois et demi plus tôt,

*La maison
éventrée,
d'après Khalil
Joreige,
D.R.*

très peu d'hommes, femmes et enfants qui l'entouraient se trouvaient là en réfugiés. S'adressant à ses compatriotes à la veille de la guerre, le Président Clinton leur avait fixé un but très différent. « Nous agissons, leur dit-il le 24 mars, pour protéger des milliers d'innocents au Kosovo contre une offensive militaire toujours croissante... Nous agissons pour empêcher une plus grande guerre, pour désamorcer un baril de poudre au cœur de l'Europe, qui a déjà explosé deux fois en ce siècle avec des effets catastrophiques ».

L'histoire-géo du Président Clinton était sans doute aussi floue que la logique de son secrétaire d'État, mais il argumenta son discours avec une clarté admirable : « en agissant maintenant, nous défendons nos valeurs, dit-il. Mettre fin à cette tragédie est un impératif moral ».

Des mots qui conviennent au lancement d'une guerre, et en fonction desquels la « victoire » du Kosovo doit être aujourd'hui évaluée. Comment présenter le bilan moral ? Commençons avec les faits bruts : avant la guerre, une petite province était le théâtre d'une insurrection de guérilla de basse intensité et d'une contre-insurrection sauvage afin de la liquider ; des dizaines de milliers d'expulsés, peut-être deux mille morts. Et après ? Un territoire détruit ; une multitude de maisons et d'écoles brûlées ; presque un million de personnes arrachées à leur foyer, leurs biens, leur identité, déportées ou déplacées. Et finalement – il y a des cases cruciales encore à remplir dans le bilan –, un grand nombre, des centaines de personnes, violées, des milliers, peut-être plusieurs milliers, de morts.

Les faits bruts ne sont pas tout, bien sûr. « L'impératif moral » peut avoir un champ plus large, comme le Président Clinton l'a suggéré le 24 mars.

« Tous les ingrédients pour une grande guerre sont réunis. Vieux ressentiments, démocraties dans l'adversité et au centre de tout cela, un dictateur serbe qui n'a rien fait d'autre, depuis la guerre froide, que de commencer de nouvelles guerres et de jeter de l'huile sur le feu des divisions ethniques et religieuses ».

Monsieur Milosevic est toujours aux commandes. Quant à sa politique consistant à attiser la division « religieuse et ethnique », et qui, faute d'opposition, a produit une Croatie « nettoyée » de ses Serbes et une Bosnie ethniquement protégée –, l'Ouest a dû finalement la prendre de front.

« Autour du Kosovo, continua Clinton, il y a d'autres petits pays, avec une économie chancelante et des difficultés politiques, qui pourraient se voir submerger par de nouvelles et grandes vagues de réfugiés du Kosovo ».

Et pourtant, durant les semaines qui ont suivi le discours présidentiel, ces « nouvelles et grandes vagues » de réfugiés que la guerre était censée

prévenir ont fait irruption aux bords de l'Albanie, et de la Macédoine, rendant encore plus instable cette « ligne de partage majeure » entre l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient. Le tout débouchant sur un Kosovo ethniquement partagé, ou exclusivement albanais.

Oui, la sauvagerie calculée de Milosevic a engendré ces réfugiés. C'est bien lui qu'il faut blâmer. Mais pas exclusivement. À Rambouillet, les diplomates américains et occidentaux ont pratiqué une diplomatie mal préparée, maladroite, erratique. Et personne ne peut dire à quoi ressemblerait le Kosovo – et combien de Kosovars albanais seraient aujourd'hui encore en vie – si la secrétaire d'État Albright n'avait pas adressé aux Serbes un ultimatum arrogant dont elle et ses collègues envisageaient alors les conséquences avec confiance (une capitulation rapide ou au moins une retraite de Milosevic), ce qui s'est révélé précisément historiquement erroné.

« Nous avons tiré des leçons de la Bosnie il y a quelques années », lança le Président Clinton aux Américains, quand les bombes commençaient à tomber. « Le monde n'a pas alors agi assez vite pour arrêter cette guerre. Et n'oublions pas ce qui est arrivé alors. Des innocents entassés dans des camps de concentration, des enfants abattus par des snipers sur le chemin de l'école, des terrains de foot transformés en cimetière, deux cent cinquante mille tués... Alors, beaucoup de gens étaient d'avis qu'on ne pouvait rien faire pour mettre fin à ce carnage. Ils disaient "Bon, c'est comme ça que se passe dans les Balkans" ».

Qui étaient donc ces gens ? Peut-être le premier secrétaire d'État du Président Clinton, Warren Christopher, qui en mai 1993, évoquait Neville Chamberlin quand il décrivait la Bosnie comme « une crise humanitaire très loin de chez nous, au milieu d'un autre continent » ? Ou bien le Président Clinton, lui-même, qui, expliquant alors « les États-Unis font tout ce qu'ils peuvent pour traiter cette question », remarquait qu'en Bosnie, « la haine entre les trois communautés est incroyable, terrifiante, un problème tout droit venu de l'enfer »...

Dans la Maison Blanche de Clinton, rien n'est plus éphémère que l'histoire. En Bosnie, comme le Président le rappelle à présent, « nous et nos alliés, nous nous sommes unis aux courageux Bosniaques pour faire face aux agresseurs », et avons appris ainsi que « dans les Balkans, l'inaction face à la brutalité encourage la brutalité. Mais la fermeté peut arrêter des armées et sauver des vies ».

En Bosnie, bien sûr, cette « fermeté », sous forme de bombardements aériens, fut le fait d'une Amérique paralysée, après trois années d'une guerre

génocidaire et des centaines de milliers de morts. Au Kosovo, la « fermeté » prit la même forme, mais elle n'a pas « stoppé les actions armées », au moins pendant 79 jours, et on peut difficilement soutenir qu'elle a sauvé des vies – du moins des vies de Kosovars.

Elle a, il est vrai, sauvé des vies américaines. Au milieu de ce carnage, et face au moins aux 1200 civils tués en Serbie, par un seul aviateur ou fantassin américain, pas un seul membre de l'Alliance, n'est mort. Pas un seul blessé. Et c'est ici que nous touchons le triste revers de « l'impératif moral » du Président Clinton tel qu'il s'est déployé durant ces 79 jours. Le Kosovo, c'est le Graal que les dirigeants américains cherchaient depuis des décennies : la guerre sans coût politique aucun.

Appelons cela le problème Athénien : comment une démocratie peut-elle se conduire en tant que puissance mondiale ? Comment ses citoyens – qui ne sortent de leur torpeur face au monde extérieur qu'en temps de guerre, et encore avec une certaine léthargie – peuvent-ils être persuadés d'envoyer leurs enfants se battre au loin, dans des endroits sans rapport apparent avec nos intérêts de défense. Les dirigeants américains savent que le prix de cette persuasion est élevé et ils ont montré depuis des décennies une tendance croissante à contourner le problème, en recourant par exemple à l'action clandestine, comme l'a fait Eisenhower en renversant les gouvernements d'Iran en 1953 et du Guatemala en 1954 ; ou en se refusant à ordonner une mobilisation générale, ou encore en minimisant le coût et l'étendue de la guerre, comme Johnson au Vietnam.

La technologie, la valeur la plus chère au cœur de l'Amérique, a permis d'avancer sur cette voie en rendant possible la guerre immaculée ; mais les sentiments qui motivent cette recherche, la répugnance des dirigeants américains à risquer leur capital politique en persuadant les gens que la guerre est nécessaire, se sont également renforcés. « Les Américains sont fondamentalement isolationnistes », a dit Clinton un jour à Georges Stephanopoulos, en 1993, pendant les combats à Mogadiscio. « Maintenant, l'américain moyen ne voit pas nos intérêts menacés au point qu'on doive sacrifier une seule vie américaine ».

Le Président Clinton n'a rien fait pour convaincre du contraire l'américain moyen, et quand 18 *body-bags* sont arrivés de Somalie, il avait déjà hâté le départ des troupes US. Quand l'année suivante, il s'est vu forcé d'envoyer des troupes en Haïti, il l'a fait de façon à éviter tout risque – peu de paramilitaires haïtiens furent désarmés – et la force d'invasion n'a subi aucune perte (Haïti étant aujourd'hui dans un état plutôt pire qu'avant).

C'est au Kosovo que le calcul moral sous-jacent à cette évolution est devenu le plus éclatant. Dans sa triomphale conférence de presse du 10 juin 1999, le secrétaire à la Défense Cohen a décrit les merveilles de la technologie – le fait que « sur 23 000 bombes et missiles utilisés, nous avons eu seulement 20 incidents avérés d'armes déroutées de leurs cibles et causant des dommages collatéraux ». Durant ce long briefing (30 pages imprimées), rien ne fut dit sur les Kosovars et ce qui leur est arrivé. Mieux : « nous avons pu opérer, a dit le Général Shelton, le chef des États-majors, sans pertes aucune dans le cadre d'une robuste défense aérienne... »

Une guerre sans pertes... Au fait, pourquoi se plaindre que tous les Américains soient en vie – au terme d'une guerre impeccable ? Pas impeccable pour tous, cependant. Peut-être un jour pourra-t-on calculer combien de Kosovars ont dû être déportés, combien ont dû mourir pour que l'Occident réussisse sa guerre « parfaite ». Ou combien n'auraient pas été massacrés si notre « campagne » avait ciblé – ou menacé de façon crédible – les individus armés qui étaient en train de tuer ou d'expulser les gens que le Président américain avait juré de protéger ? Mais une telle guerre eût entraîné des risques pour des Américains ; et leurs compatriotes n'auraient pas aimé cela. Les leaders qui parlent d'« impératifs moraux » devraient être tenus pour responsables de leurs paroles, responsables de persuader leur peuple qu'il est des causes qui valent le risque.

Texte paru dans le *New York Review of books* le 15 juillet 1999

Mark Danner est journaliste au *The New Yorker* et écrivain ; il est l'auteur de *The Massacre at El Mozote*.